



Rencontre gouvernement/secteur privé : Des échanges en vue de décliner les enjeux de la 15ème édition

Page 8

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du samedi 13 mai 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°388

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 22.

**Fraude à l'université de Koudougou:
Deux étudiants lourdement
sanctionnés** Page 4



**La route a encore tué : 18 morts
et 04 blessés graves dans un
accident de circulation près de Pô**

Page 10



**Port Autonome de Lomé :
L'A2PL à la conquête de
ses clients burkinabè
« perdus »** Page 2



**Bilan PROTAF 2017
Des habitants de quatre communes
initiés au TIC**

Page 6

Autorisation officielle n° 1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



SOCIÉTÉ

Port Autonome de Lomé : L'A2PL à la conquête de ses clients burkinabè « perdus »

Région du Centre



Les responsables de l'A2PL rassurent les chargeurs.

L'Alliance pour la promotion du Port Autonome de Lomé (A2PL) est en mission à Ouagadougou. Objectif : Echanger avec les opérateurs économiques burkinabè afin de renforcer les partenariats. La rencontre a eu lieu le jeudi 11 mai 2017 dans la salle de conférence du Conseil Burkinabè des Chargeurs (CBC).

Conduite par les plus hauts responsables de l'institution, le Contre-Amiral Fogan Kodjo ADEGNON, Directeur Général du Port Autonome de Lomé et Monsieur Henri GAPERI,

Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes, la mission a eu pour objectif de rencontrer les opérateurs économiques burkinabè afin de les rassurer de la rapidité et de la sécurisation de leurs marchandises.

La délégation a échangé avec les opérateurs économiques sur les difficultés qu'ils rencontrent en vue de trouver des voies et moyens pouvant permettre d'améliorer les conditions de transit des marchandises, en provenance ou à destination de leurs pays respectifs.

L'application par le Togo, du règlement n°14 de l'UEMOA a

entraîné une perte énorme du trafic portuaire entre 2015 et 2016 occasionnant ainsi beaucoup d'opérateurs économiques à aller vers les autres ports qui n'appliquent pas ce règlement. C'est pourquoi, le premier responsable de A2PL, à travers cette rencontre a tenu à rassurer les opérateurs économiques.

Un autre phénomène qui entrave la libre circulation des marchandises entre le Port Autonome de Lomé et le Burkina Faso, c'est l'intervention de certaines structures dans la fixation des coûts des transports par tonne. Pour Kodjo ADEGNON, cette situation amène les

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Les opérateurs économiques burkinabè espèrent que les responsables de l'A2PL trouveront des solutions à leurs préoccupations.

opérateurs économiques à dévier leurs marchandises vers d'autres ports voisins. Il a de ce fait invité les opérateurs économiques à saisir l'Autorité portuaire à l'avance afin d'éviter toute surprise désagréable.

S'adressant aux opérateurs économiques burkinabè, le Contre-Amiral Fogan Kodjo ADEGNON, les rassure en ces termes « Quiconque par son fait, cause des dommages à un opérateur économique dans le secteur portuaire, est tenu de les respecter. Des poursuites pénales pourraient être engagées en fonction de la gravité de ces faits »

Les responsables de l'Alliance espèrent trouver à la fin des échanges, des solutions consensuelles aux difficultés de parcours que rencontrent les opérateurs économiques burkinabè.

Quant aux opérateurs économiques, ils espèrent



Le Contre-Amiral Fogan Kodjo ADEGNON, Directeur Général du Port Autonome de Lomé.

eux, que les responsables de l'A2PL apporteront des solutions idoines aux différentes préoccupations des chargeurs, notamment la levée du BSC sur le fret en transit et l'application du règlement 14 de l'UEMOA.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

UNIVERSITÉ

Fraude à l'université de Koudougou: Deux étudiants lourdement sanctionnés

Région du Centre Ouest



Pr Ouattara Premier Vice-Président en charge des enseignements et des innovations pédagogiques.

Deux (02) ans de suspension dans tous les établissements d'enseignement supérieur pour la fille et une suspension de 3 ans à l'encontre du garçon. C'est le verdict prononcé par la commission de discipline, composée de plusieurs acteurs de la vie universitaire qui a statué sur le dossier des étudiants en SEG pris en flagrant délit de fraude. A la sortie des discussions, le Vice-Président nous a donné plus de

précisions.

L'enseignement au Burkina à tous les niveaux est à la croisée des chemins. Parmi les maux qui minent à un enseignement de qualité, figure en bonne place la tricherie ou dans une large mesure la fraude. Un phénomène qui prend de l'ampleur au niveau des études universitaires, une étape la plus importante de la vie économique, sociale et même politique. Nous

avons révélé, dans une de nos publications précédentes un cas de fraude qui a été vite démasqué à l'Université de Koudougou, plus précisément à l'unité de formation Sciences de l'économie et de gestion. En rappel, lors de l'examen de la session de rattrapage du semestre 2 en Sciences de l'Economie et de Gestion, deux étudiants, deux amoureux disons-le, ont été pris en flagrant délit.

Les faits ; Serge Sanou en deuxième année de la

La suite à la page 5

UNIVERSITÉ

La suite de la page 4

même faculté a pris la décision inappropriée de venir en aide à sa petite amie Jessica qui était en session de rattrapage lors du semestre 2. Concrètement, il s'est agi pour Serge Sanou de composer à la place de la fille, pour lui permettre de valider son semestre sans difficulté aucune. Le stratège des deux étudiants de l'Université de Koudougou n'a pas connu un succès plausible. Ils n'ont pas échappé à la vigilance des surveillants.

Face à cette situation qui ne donne pas une image honorable à l'étudiant burkinabé, à l'Université et à l'enseignement au Burkina Faso en générale, il était donc important de recourir à des mesures légales, disciplinaires pour que de tel comportement soit banni à jamais dans le pays. L'institution du Professeur Georges Sawadogo a montré une décision disciplinaire certes coriace mais combien pédagogique.

Une commission qui a réuni entre autre le directeur et son adjoint de l'UFR/ SEG, le premier vice-président, du conseiller juridique du président, du secrétaire général à la présidence, les « étudiants fautifs », a été mise en place pour statuer sur la situation des deux étudiants. A la

sortie des rencontres auxquelles les délégués des promotions, le premier vice-président en charge des enseignements et des innovations pédagogiques a indiqué que la sanction du conseil vise non seulement à corriger le manquement des deux étudiants mais aussi elle se présente comme une mesure dissuasive aux yeux du monde des apprenants en vue d'éviter d'autres cas de fraude à l'Université.

Il a décidé de suspendre Serge et sa « bien-aimée » des établissements de l'université de Koudougou. « Elle a écopé de deux ans de suspension dans tous les établissements d'enseignement supérieur. Pour le garçon on a annulé son s4 et il a reçu une suspension de 3 ans dans tous les établissements d'enseignement supérieur » a dit le vice-président. Et d'ajouter « La session de s4 du jeune a été invalidée. Même chose pour la fille en deuxième session ». Serge et Jessica ont été pris en flagrant délit le même jour au cours de la même évaluation mais la sanction est disproportionnée. Pour le vice-président, « le conseil a jugé que le garçon était plus fautif que la fille ».

On peut pointer du doigt la relative massification des effectifs comme

étant un tuyau favorisant les fraudes dans les différentes unités de formation et de recherche. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Les apprenants sont en effet les principaux responsables. C'est la paresse intellectuelle et le manque d'efforts qui les poussent à demander du soutien même au-delà de l'éthique. Il est clair que des décisions issues d'un conseil de discipline peuvent montrer leurs limites quant à la volonté de mettre fin à toute forme de fraude à l'Université.

Il est donc souhaitable que tous les acteurs de la vie universitaires se mobilisent pour réduire ces cas de tricherie. Par exemple, l'on pourra, de concert avec les enseignants, travailler à éviter, dans la mesure du possible, la répétition à l'identique d'un même cours et même les évaluations d'une année à l'autre et adapter davantage l'université aux nouvelles technologies comme la télésurveillance en plus de la présence physique de surveillants lors des évaluations.

Prince Omar pour SC Info

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...

Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

Bilan PROTAF 2017

Des habitants de quatre communes initiés au TIC

Région du centre



Le coordonnateur de PPROTAF a confié Wangnin Zerbo (au milieu) : « Les mairies ont exprimé fortement le besoin de s'équiper en connexion internet ».

Le programme TIC au Faso (PROTAF) a organisé une conférence de presse le vendredi 5 mai à Ouagadougou pour faire le bilan des activités de 2017 et parler du lancement des activités de la 8^e foire internationale de l'informatique et de la technologie de Tougan (FITT).

Après sa tournée de vulgarisation et de promotion des connaissances et des outils tics dans les collectivités territoriales du Burkina Faso, le Programme Tics au Faso (PROTAF) a rencontré les hommes

de média le vendredi 5 mai 2017 à Ouagadougou pour faire le bilan de ces activités. Au cours de cet entretien, il a été question de la tenue de la 8^e foire internationale de Tougan (FITT) qui se tiendra du 28 au 30 juillet 2017. Le coordonnateur de PROTAF Wangnin Zerbo a indiqué que trois activités ont été menées durant quatre jours dans les différentes communes ayant reçu PROTAF. Selon lui, « La rencontre technique sur le B-web à l'endroit des autorités, des personnes ressources de la commune, la session d'initiation en informatique et internet et

la séance d'installation ouverte à tous ». Comme résultats, la séance d'initiation a permis de décerner des attestations d'initiation aux personnes ayant obtenu au moins la note de 16/20. Au cours de celle d'installation 113 applications mobiles pour android et 6 logiciels utilitaires pour windows. Il a indiqué que Le PROTAF 2017 a ciblé neuf communes, dont trois communes par régions dans les régions de l'Est, des Cascades et du Nord.

En termes d'exécution, Wangnin Zerbo a précisé que quatre

La suite à la page 7

SOCIÉTÉ

La suite de la page 6



Les journalistes se sont intéressés aux sources de financement du PROTAF.

communes ont reçu les activités. Il s'agit des trois communes de la région des cascades (Banfora, Sindou, Niangologo et une du Nord (Ouahigouya) ». Cette situation s'explique par le manque d'engagement des mairies a soutenu le coordonnateur de PROTAF. En outre la difficulté majeure est que PROTAF fonctionne à fond personnel et du soutien des amis du coordonnateur. Le représentant de l'Association des régions du Burkina Faso (ARBF), Alassane Tapsoba pense que le PROTAF est un projet structurant et innovant, qui apporte de la valeur aux collectivités et à toutes les régions du Burkina dans le cadre d'un développement harmonieux et durable. Il a ajouté que c'est un devoir pour l'ARBF de soutenir cette cause louable qu'est le PROTAF.

Concernant les difficultés rencontrées par PROTAF avec les responsables de certaines communes, Alassane Tapsoba a rassuré plaider la cause PROTAF afin d'éviter qu'il rencontre d'éventuels désagréments dans le futur. Le coordonnateur de PPROTAF a confié être satisfait. De là la grande affluence qu'a connue la tournée des tics au Faso et le besoin fort des participants d'acquisition d'outils informatiques. Le Directeur de la formation et de la promotion des TIC de l'Agence nationale pour la promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC), Malick Tapsoba a indiqué que sa structure appuie le PROTAF depuis sa création. Selon lui, TIC au Faso est une activité profitable pour les promoteurs. Il ajouté après les connaissances reçus par les individus formés par

PROTAF, ceux-ci nourrissent le désir de se procurer des nouvelles technologies (smartphones, d'ordinateurs, méga de navigation...) chose bénéfique plus pour eux que pour le promoteur de PROTAF qui rend un service gratuit aux citoyens. 10 stands officiels divisés en quatre pavillons seront installés à l'occasion de la 8^e FITT selon le promoteur de l'évènement. Il s'agit : des pavillons du matériel informatique, du service informatique et des OSC. La période d'inscription pour la participation à la FITT est fixée du 15 mai au 20 juillet 2017, en envoyant une demande de formulaire, plus catégorie à l'adresse : ticatougan@gmail.com

Hien Dorothée pour SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Rencontre gouvernement/secteur privé : Des échanges en vue de décliner les enjeux de la 15ème édition

Région du centre



Paul Kaba THIEBA en échange avec une délégation des opérateurs économiques à Bobo-Dioulasso.

En prélude à la rencontre gouvernement/secteur privé, le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, a échangé avec une délégation des opérateurs économiques réunis au sein de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF), dans la matinée du dimanche

7 mai 2017. Il s'est agi de décliner les enjeux de la 15ème édition de la concertation entre le gouvernement et le secteur privé.

A la veille de la rencontre entre le gouvernement et le secteur privé, le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA s'est entretenu avec les « capitaines des entreprises burkinabè » que

sont les hommes d'affaire en vue de décliner les enjeux de la 15ème édition de la concertation entre l'exécutif et le secteur privé. Monsieur Lanssina DIAWARRA, au nom des opérateurs économiques a remercié le Chef du gouvernement d'avoir dégagé de son temps pour échanger

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8



Les opérateurs économiques de Bobo-Dioulasso ont salué cette initiative.

avec le mode des affaires. Selon lui, la rencontre entre le gouvernement et le secteur privé qu'il a qualifié de « vieille tradition de dialogue entre le gouvernement et le secteur privé permet aux hommes d'affaires de côtoyer les responsables de l'administration pour poser leurs problèmes, et créer une dynamique commune pour la construction et le développement du pays ». A l'entendre, compte tenu du

choix du gouvernement de faire du secteur privé le moteur de la croissance et du développement du Burkina Faso, il de bon ton pour les acteurs de ce secteur de comprendre le sens de la politique menée par le gouvernement afin que le secteur privé joue un rôle clé dans l'opérationnalisation du Plan national de développement économique et social (PNDES). En retour, Paul Kaba THIEBA a remercié ses hôtes pour l'accueil dont lui et la délégation qui

l'accompagne ont bénéficié. A son avis, la rencontre entre le gouvernement et le secteur privé est une chance d'écouter les préoccupations des opérateurs économiques mais aussi leurs propositions pour la construction du Burkina Faso. « C'est vous qui êtes sur le terrain, c'est vous qui faites l'économie du Burkina Faso. Votre engagement patriotique dans l'économie nationale est très important.

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

Nous savons que nous avons des hommes d'affaires compétents, entrepreneurs qui ont l'expérience et le savoir-faire pour créer la richesse et les emplois et faire en sorte que la croissance soit forte, durable inclusive pour sortir le pays de la pauvreté », a-t-il indiqué.

En sus, il a soutenu que le deuxième sens de cette rencontre est de parler de la vision du Président du Faso notamment la

place du secteur privé dans le PNDES plus précisément le rôle des opérateurs économiques pour créer la richesse et donner des idées au gouvernement pour prendre des mesures appropriées pour l'émergence dudit secteur.

« Aujourd'hui, nous sommes fiers de voir que nos opérateurs économiques rayonnent dans la sous-région et même au-delà. La vision du gouvernement c'est vraiment

de s'appuyer sur le secteur privé pour développer », a-t-il insisté.

Avant cette rencontre Paul Kaba THIEBA a rendu une visite de courtoisie au chef suprême des Bobos Mandaré en vue de solliciter ses bénédictions pour la bonne tenue de la 15ème édition de la rencontre entre l'exécutif et le secteur privé.

DCI/PM

Communiqué

La route a encore tué : 18 morts et 04 blessés graves dans un accident de circulation près de Pô

Communiqué du ministre de la communication porte-parole du gouvernement, suite à l'accident survenu ce vendredi 12 mai 2017 non loin de la ville de Pô.

Le bilan fait ressortir 18 morts et 04 blessés graves.

A l'instar du Procureur du Faso près le Tribunal de grande instance de Manga et des autorités régionales du Centre Sud qui se sont immédiatement rendus sur les lieux, une délégation gouvernementale conduite par le ministre de la Santé, a été également dépêchée par le Président du Faso, en vue d'apporter assistance et soutien aux victimes.

Le gouvernement présente ses condoléances aux familles des disparus et exprime sa compassion à l'ensemble du peuple burkinabè.

Il invite une fois de plus les populations à la prudence et au respect du code de la route.

Le Ministre de la Communication et

**des Relations avec le Parlement,
Porte-parole du gouvernement,
Rémis Fulgance DANDJINOU
Officier de l'ordre national**



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

20ème édition de la Journée nationale du paysan : Le Président du Faso est arrivé à Kaya

Région du centre



En route pour Kaya, le Président Roch Marc Christian KABORE, a marqué des arrêts à Ziniaré, Bissiga, Korsimoro, Boussouma et Louda pour un bain de foule.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE est arrivé dans la mi-journée du jeudi 11 mai 2017 à Kaya, chef-lieu de la région du Centre-Nord, pour présider les activités de la 20ème Journée nationale du paysan (JNP), édition 2017. A son arrivée à Kaya, le chef de l'Etat a été accueilli à l'entrée de la ville par les autorités locales dont le Gouverneur de la région, Madame Nandy SOME/DIALLO,

des membres du gouvernement, les autorités coutumières et religieuses et une grande foule venue souhaiter la bienvenue au Président du Faso dans la cité « des cuirs et des peaux ». En route pour Kaya, le Président Roch Marc Christian KABORE, a marqué des arrêts à Ziniaré, Bissiga, Korsimoro, Boussouma et Louda pour un bain de foule. A toutes ces étapes, c'est une population sortie nombreuse qui a offert au chef de l'Etat, un accueil chaleureux.

« 20 ans d'existence : Bilan et perspectives », c'est sous ce thème que se tient cette grande messe du monde agricole les 11, 12 et 13 mai 2017 à Kaya. La principale activité de cette 20ème JNP sera l'entretien direct le 13 mai 2017 entre le chef de l'Etat et le millier de paysans venus des 45 provinces du Burkina.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Institut supérieur des sciences de la santé : Trois nouveaux diplômes pour améliorer la formation académique et qualitative

Région du Centre



Paul Kaba THIEBA, a soutenu que la conviction du gouvernement est de faire de la refondation du système éducatif un impératif, à travers le PNDES.

L'Université Nazi Boni (ex-Université polytechnique de Bobo-Dioulasso) à travers son Institut supérieur des sciences de la santé (INSSA) a élargi son offre de formation avec trois nouveaux diplômes : le diplôme interuniversitaire d'antibiologie et d'antibiothérapie en Afrique subsaharienne, le diplôme d'université d'hygiène hospitalière et sécuritaire patient et le diplôme d'étude spécialisée en urgence médicochirurgicale.

Le lancement de ces nouveaux diplômes a eu lieu le lundi 8 mai 2017 au Centre Muraz de Bobo-Dioulasso, sous la présidence du Premier ministre, Paul Kaba THIEBA.

Trois nouveaux diplômes viennent d'enrichir l'offre de formation de l'Institut supérieur des sciences de la santé (INSSA) de l'Université Nazi Boni (ex-Université polytechnique de Bobo-Dioulasso). Il s'agit du diplôme interuniversitaire

d'antibiologie et d'antibiothérapie en Afrique subsaharienne, du diplôme d'université d'hygiène hospitalière et sécuritaire patient et du diplôme d'étude spécialisée en urgence médicochirurgicale.

Lors du lancement ces trois nouveaux diplômes, le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, a soutenu que la conviction du gouvernement qui est calquée sur celle du programme du Président du Faso, Roch Marc

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

Christian KABORE, est de faire de la refondation du système éducatif un impératif, à travers le Plan national de développement économique et social dont l'un des trois axes fondamentaux porte sur le développement du capital humain. « On ne peut pas développer un pays sans disposer d'une masse critique d'ingénieurs, de médecins, de techniciens, etc. La clé du développement c'est le savoir. C'est pourquoi, la refondation de notre système de l'université en particulier et de l'école burkinabè de manière général éducatif est au cœur des préoccupations gouvernementales qui veut faire des écoles des lieux d'excellence pour disposer de capital humain fort en vue du développement socioéconomique du pays », a-t-il expliqué. Selon lui, cette refondation repose sur quatre piliers à savoir la recherche de la qualité au niveau de l'enseignement général, la démultiplication des lycées techniques, le développement des lycées professionnels et celui de l'apprentissage. Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, Paul Kaba THIEBA, a indiqué que l'enjeu est de diversifier



Les acteurs qui ont permis l'avènement de ces nouveaux diplômés ne se sont pas faits conter l'évènement.

les offres, créer des élites pour tirer vers le haut le Burkina Faso. Après avoir félicité tous les acteurs qui ont permis l'avènement de ces nouveaux diplômés, le Chef du gouvernement les à exhorter à toujours aller vers le plus haut sommet pour maîtriser la science. Pour le président de l'Université Nazi Boni, Pr George Anicet OUEDRAOGO, la création de ces diplômés est la preuve de la vitalité de l'INSSA. « Cette création témoigne du dynamisme de cette jeune structure de formation et de recherche dont les performances ne sont plus à démontrer. L'intérêt pour la qualité de soins de santé des populations

est une préoccupation pour les autorités de ce pays. Ces diplômés vont contribuer également au rayonnement de notre système supérieur en santé dans la sous-région et même au-delà », a-t-il fait remarquer. Quant au ministre de la Santé, Pr Nicolas MEDA, il a signalé que la formation participe au développement du capital humain, le deuxième axe stratégique du PNDES. En effet, il a relevé que dans cet axe, il est attendu du secteur de la santé de proposer une offre élargie voire universelle de soins marquée par deux enjeux qui sont l'accessibilité et la qualité.

DCI/PM

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Conseil des ministres : Le burkina célébrera la journée mondiale de la lutte contre la désertification le 15 Juin 2017

Région du Centre



Le ministre de la Communication, porte parole du Gouvernement

De retour de l'Afrique du Sud où il a pris part à l'ouverture de la session du Parlement panafricain, le président du Faso a dirigé le Conseil des ministres de ce 10 mai 2017... Voici la substance de la rencontre dont a fait part à la presse, le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Rémis Fulgance Dandjinou.

Au titre du ministère en charge

des Finances, le Conseil a adopté un rapport sur la tenue de la 20^e session du comité intergouvernemental d'experts d'Afrique de l'Ouest qui va se tenir à Ouagadougou les 18 et 19 mai prochains. C'est une réunion de la Commission économique des Etats Nations unies pour l'Afrique placée sous le thème : « Mise en œuvre de l'Agenda du développement durable 2030 et de l'Agenda 2063 en Afrique de l'Ouest ».

Selon le porte-parole du

gouvernement, la rencontre mettra l'accent sur les mutations socio-économiques afin de réussir le pari des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Par ailleurs, le Conseil a adopté un décret portant grille indemnitaire, primes et avantages alloués aux membres du Conseil constitutionnel(CC). Pour Rémis Fulgance Dandjinou, il s'est agi d'étendre les avantages dont bénéficient déjà les magistrats, aux non magistrats du CC, conformément à une disposition

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

de l'article 7 de la Constitution relatif au fonctionnement de cette institution.

Pour ce qui est du département en charge de la Fonction publique, le Conseil a adopté un décret portant relecture du décret relatif à la composition et au fonctionnement du comité technique national consultatif de sécurité et de santé au travail.

Cette relecture a abouti à deux innovations majeures

portant sur la composition de ce comité mais aussi sur les rétributions de ses membres.

Concernant le ministère en charge de l'Environnement, le Conseil a adopté un rapport sur la célébration de la journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse qui va se tenir à Ouagadougou, le 15 juin 2017.

Quant à la célébration de la journée nationale du paysan, du 11 au 13 mai 2017 à Kaya, le porte-

parole du gouvernement a rassuré que les conditions, y compris sécuritaires, sont remplies pour permettre une belle célébration.

DCPM/MCRP

GARDE DE SECURITE PENITENTIAIRE: Le DG Geoffroy YOGO échange avec le président de l'association SOS Médecin Burkina Faso

Région du Centre

Le Directeur général de la Garde de sécurité pénitentiaire, Geoffroy YOGO a accordé une audience au président de l'association SOS Médecin Burkina Faso, Dr Eric DIENDIERE, médecin infectiologue. C'était dans la matinée de ce vendredi 05 mai 2017 à son cabinet.

Créée en 2006, cette association composée de professionnels du monde médical et de la société civile, intervient dans les établissements pénitentiaires à travers des consultations hebdomadaires. Elle a pour objectif de venir en aide sur le plan de la santé, aux personnes en difficultés, vulnérables ou aux personnes fragilisées par certains

facteurs comme l'incarcération, l'infection aux VIH/SIDA ou autres personnes en détresse qui ont besoin de secours d'urgence.

A la faveur du projet Appui à la Modernisation de L'Institution Judiciaire (AMIJ), l'association a bénéficié de l'autorisation particulière, d'intensifier son intervention dans les prisons du Burkina Faso. Son intervention a déjà commencé dans les prisons de Ouagadougou et va se poursuivre les semaines à venir à la maison d'arrêt et de correction de Bobo Dioulasso.

« A la faveur de ce projet 1500 à 2000 personnes vivantes dans les milieux carcéraux vont être consultées et cela pour deux raisons : la première parce que

les détenus ont droit à la santé et la deuxième parce que l'Etat à travers le ministère de la Santé n'a pas suffisamment de moyens et par conséquent a besoin de l'appui des partenaires et des organisations de la société civile » a dit le président de l'association SOS médecin Burkina Faso.

Pour lui, « cette activité permettra au ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, à la Direction générale de la GSP et au ministère de la Santé d'avoir un panoramique sur les pathologies qui existent en milieu carcéral, en vue d'une meilleure planification stratégique pour limiter la prolifération des maladies infectieuses en prison et qui peuvent durement affecter le milieu ouvert ».

La suite à la page 16

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15



Le DG Géoffroy YOGO en audience avec Dr Eric DIENDERE, SOS médecin Burkina Faso.

Le Directeur général de la GSP, Géoffroy YOGO a salué les actions de l'association SOS médecin Burkina Faso qui est un partenaire de longue date de l'administration pénitentiaire.

« Notre politique est de travailler à humaniser davantage les prisons à travers le respect des droits fondamentaux qui régissent le fonctionnement des institutions

de notre pays. Compte tenu de la spécificité des milieux carcéraux, nos services mettront tout en œuvre pour faciliter la bonne exécution de cette activité qui est d'une très grande portée pour l'administration pénitentiaire du Burkina. Nous le disons d'autant plus que la GSP est assez exposée aux pathologies qui sévissent en prison et il faut travailler dans l'avenir à trouver un cadre

approprié pour le suivi sanitaire du personnel pénitentiaire », a souligné le DG YOGO.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le président du Conseil constitutionnel, parrain des JPO 2017

Région du Centre

Ministère de la Justice, des Droits Humains
et de la Promotion Civique

**Les Journées portes ouvertes sur la Justice et les
Droits Humains : quelle contribution pour une société de paix
et de développement ?**

à Niamey et Diébougou / Date : 18, 19 et 20 mai 2017

Programme : -Projection cinématographique - Cross populaire - Panels- Exposition

La Justice, au service du peuple !

www.mjdh.gov.bf /  Ministère de la Justice des Droits Humains et de la Promotion Civique

Le Comité d'organisation de la dixième édition des Journées portes ouvertes sur la Justice et les droits humains (JPO), s'est réuni ce mercredi 10 mai 2017, sous la houlette du Secrétaire général du ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, **Paulin BAMBARA**. Cette édition sera parrainée par le président

du Conseil constitutionnel, **Kassoum KAMBOU**.

Les grands plats sont mis dans les petits pour un succès de la manifestation qui se déroulera du 18 au 20 mai 2017 dans la Région du Sud-Ouest, précisément à Gaoua et à Diébougou sous le thème : « Justice et défi sécuritaire : quelle contribution pour une société de paix et de développement ? ».

Au programme : des jeux radiophoniques, des expositions, un cross populaire, des consultations juridiques gratuites, une projection de film, des panels sur le thème et un match de football.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Concours d'entrée à l'académie militaire Georges Namoano cycle 2017-2019

Région du centre

Article 1 : Il sera organisé pour les besoins des FAN, un concours direct pour le recrutement de Trente cinq (35) Élèves Officiers d'Active au titre de la 18ème promotion de l'Académie Militaire Georges Namoano (AMGN) cycle 2017-2019

Article 2: La répartition des places est la suivante:
- Trente (30) civils dont vingt huit (28) garçons et deux (02) filles
- Cinq (05) Anciens Enfants de Troupe (AET)

Article 3 : Peuvent prendre part audit concours, les jeunes gens remplissant les conditions suivantes :

- Etre célibataire de sexe masculin ou féminin et de nationalité Burkinabè, sans enfant à charge
- Etre âgé(e) de vingt cinq (25) ans au plus au 31 Décembre 2017
- Etre titulaire d'une licence ou de tout autre diplôme reconnu équivalent par le CAMES ;
- Etre de bonne moralité et physiquement apte à suivre la formation ;
- N'avoir pas d'engagement à la fonction publique.

Article 4: le dossier de candidature est composé comme suit :

1. 01 demande manuscrite timbrée à 200 FCFA, adressée à Mr le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;
2. 01 certificat de nationalité burkinabè ;
3. 01 extrait d'acte de naissance



ou jugement supplétif en tenant lieu et établi au plus tard en 2014 ;

4. 01 casier judiciaire datant de moins de 03 mois à la date du début du dépôt des dossiers de candidatures ;
5. 01 photocopie légalisée du diplôme du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent reconnu par le CAMES ;
6. le relevé de notes du baccalauréat ;
7. 01 attestation de succès de licence ou tout autre diplôme équivalent ;
8. 01 attestation de reconnaissance délivrée par le CAMES pour les diplômes délivrés à l'étranger ou dans les établissements privés du Burkina Faso non reconnus par le Ministère en charge des Enseignements Supérieurs ;
9. le relevé de notes de la licence ;
10. 01 photocopie légalisée de la CNIB ;
11. 01 certificat médical d'aptitude délivré par un médecin militaire et attestant que le candidat est apte à subir les épreuves physiques ;
12. 01 certificat de non grossesse délivré par un médecin militaire

(pour les candidats de sexe féminin)

13. 01 curriculum vitae ;
14. 01 lettre de motivation.

Article 5 : Les dossiers complets de candidature seront reçus sur présentation de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) à la Direction Centrale des Ressources Humaines des Armées sise dans les anciens locaux du SND tous les jours ouvrables du 15 mai au 16 Juin 2017 à 15h00min.

Article 6 : les modalités d'organisation dudit concours seront fixées par le Chef d'État-Major Général des Armées.

Article 7 : Le Chef d'État-Major Général des Armées, le Chef d'État-Major de la Gendarmerie Nationale, le Directeur de l'Intendance Militaire et le Directeur des Ressources Humaines sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ouagadougou, le 03 mai 2017

Jean Claude BOUDA

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Communiqué

Ambassade du Japon
au Burkina Faso

N° 459/2017/MF/KY

Ouagadougou, le 8 mai 2017

A

Monsieur Smaila OUEDRAOGO
Ministre de la Jeunesse, de la Formation
et de l'Insertion Professionnelle

OUAGADOUGOU – Burkina Faso

Objet : Bourses du Gouvernement japonais

Monsieur le Ministre,

Permettez-moi de vous transmettre mes sincères remerciements pour votre disponibilité et votre constante collaboration.

Par la présente, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Japon offre des bourses d'études pour l'année fiscale 2018. A ce titre, les bourses suivantes sont proposées aux étudiants étrangers qui souhaitent mener des études et/ou des recherches dans des universités japonaises durant toute la période requise pour leurs études.

- A. - Bourses pour les étudiants inscrits dans les universités et instituts supérieurs
- B. - Bourses pour les apprenants inscrits dans les écoles professionnelles
- C. - Bourses de recherche

Aussi, je vous saurais gré si votre département pouvait faire une large diffusion de cette offre de bourses afin que le plus grand nombre de candidats puissent y postuler.

Tout en vous remerciant de votre aimable coopération, je vous prie de bien vouloir agréer, *Monsieur le Ministre*, l'assurance de ma considération distinguée.



Masato FUTAISHI
Ambassadeur Extraordinaire
et Plénipotentiaire du Japon

P.J. : Brochures sur les bourses

ANNONCE



DOCTORAT

Centre d'Examen Européen

Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
- ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
- ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
- ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'Ecole Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sembene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso
en face de la station TOTAL Ambassade,

Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26

Email : contact@ebs-edu.fr Site web : www.sciences-campus.org

ANNONCE



Sous le patronage du Ministre du Commerce, de l'Industrie, et de l'Artisanat



**SALON INTERNATIONAL
BUSINESS ON TECHNOLOGY**



EDITION 2017

**THÈME : LES TECHNOLOGIES COMME LEVIER
DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR
DE L'AGROALIMENTAIRE**



Du 23 au 27 Mai 2017 au SIAO— OUAGADOUGOU

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Coordonnateur régional - Hub Nord

Description

Outrés par l'injustice que rencontrent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et d'inclusion, enrichi par nos différences, où tout le monde peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une organisation d'aide indépendante et impartiale et le développement travaillant dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour les aider à répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux.

Pour plus d'informations sur l'association: <http://www.handicap-international.us>

Présent dans plus de 55 pays, est composé Handicap International de 2 directions opérationnelles:

- La Direction de l'action humanitaire (DAH)
- La Direction de l'action de développement (DAD)

La crise syrienne est la plus grande crise humanitaire des 20 dernières années. Selon les derniers chiffres de l'ONU, environ 13,5 millions de personnes sont actuellement

touchées par la crise en Syrie, dont environ 6,5 millions de personnes déplacées, tandis que plus de 4 millions de Syriens ont cherché refuge dans les pays voisins ou en Europe. La réponse humanitaire actuelle ne fournit qu'une couverture partielle et parcellaire des besoins humanitaires croissants. Cinq ans après le début de la crise, le nombre de personnes blessées en Syrie ne cesse d'augmenter, avec un grave manque de soins de santé et de soutien psychosocial et le soutien psychosocial. Dans les zones difficiles à atteindre et / ou des zones de nouveaux déplacements, les populations locales et les personnes déplacées ont besoin d'une aide d'urgence en termes de nourriture, ménage articles essentiels, et d'autres besoins fondamentaux. L'inclusion des personnes les plus vulnérables, y compris les personnes handicapées, dans la réponse humanitaire reste une préoccupation majeure.

HI gère un vaste programme humanitaire de quatre centres différents (Sud, Centre, Nord et Nord-Est), ainsi que quatre piliers principaux:

- 1. Appui aux partenaires de la santé pour la prestation de services de soutien psychosocial complets grâce à la formation, supervisions techniques et les dons de appareils et accessoires fonctionnels et / ou de l'équipement**
- 2. l'intervention d'urgence aux besoins fondamentaux**

des populations vulnérables touchées par la crise soudaine, grâce à des distributions d'un coup et par la gestion d'un mécanisme de coordination humanitaire adapté pour les interventions d'urgence

3. l'éducation aux risques et aux effets causés par armes conventionnelles (y compris les mines, les restes explosifs de guerre et de petit calibre des armes légères) et le marquage d'urgence des zones dangereuses

4. formation et assistance technique à d'autres acteurs humanitaires sur l'inclusion des personnes handicapées et d'autres personnes vulnérables dans la réponse humanitaire (avec un accent particulier sur les moyens de subsistance et la santé inclus inclus)

L'intervention réelle est basée sur un mélange de la gestion à distance des équipes nationales, des partenariats à distance avec des structures et des organisations locales et des programmes de mise en œuvre directe.

Mission générale:

Sous la direction de ligne directe du chef de la mission, vous serez responsable de la gestion stratégique des activités de HI dans une zone prédéfinie de la Syrie et la gestion du bureau d'appui concerné (s).

Principales: responsabilités

Responsabilité 1: REPRESENTATION (HUB LEVEL)

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

Responsabilité 2: STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

Responsabilité 3: SURVEILLANCE DE PROGRAMME ET DE SURVEILLANCE

Responsabilité 4: SUPPORT SERVICES SUPERVISION

responsabilité 5: CONTEXTE ET SECURITE DE SUIVI

responsabilité 6: gestion de la sécurité

Responsabilité 7: GESTION EQUIPE

responsabilité 8: COMMUNICATION, SENSIBILISATION ET CONFIDENTIALITE

responsabilité 9: RAPPORTS

Taille de l'équipe Environ 75 personnes (dont 4 expatriés)

Nombre de personnes gérées directement: 8

Taille du budget géré: Environ 2,5 millions de dollars pour 2017

corps de financement (s): ECHO, la DDC, GAC, HPF

La description complète du poste sera partagé avec les candidats présélectionnés.

Ville A n t a k y a

Expériences / Formation du candidat

-Qualifications / formation: Baccalauréat ou Master

- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans des

contexteshumanitaires/urgence

- Au moins 3 ans d'expérience dans la gestion des bases de terrain et / ou programmes

- Au moins 2 ans d'expérience dans la gestion de la sécurité et / ou analyse contextuelle

- expérience de la gestion des partenariats opérationnels et / ou la gestion à distance serait un atout;

- Expérience dans le Moyen

- Orient / sur la crise syrienne serait un atout

- Expérience avec Handicap International serait un atout

- une expérience professionnelle solide un ou plusieurs secteurs de base est un atout important: la santé / réadaptation (réadaptation physique, P & O, soutien psychosocial), l' action antimines (éducation des risques, enquête de contamination), les interventions d'urgence (distributions alimentaires / NFI) et l' âge des personnes handicapées et l' inclusion des femmes (dans les moyens d' existence et de la santé)

Langues parlées

- **anglais obligatoire (oral et écrit)**

Qualité du candidat

- Bonne compréhension de la logistique, des ressources humaines et la gestion des finances

- Solides compétences en informatique (utilisation de MS Word, Excel, Outlook et

autres logiciels pertinents)

- **arabe et en français une forte , plus**

- **Sens de l' organisation**

- **autonome, réactif et capable de faire face aux priorités**

- **une attention extrêmement rigoureuse et précise, aux détails**

- **diplomate, capable de travailler en collaboration dans une équipe**

- **solides compétences interpersonnelles et interculturelles**

- **pratiques et problèmes résoudre**

- **Prêt et capable de voyager au Moyen - Orient**

- **Capacité de synthèse, de partager et de consolider l' information**

Fonctions **A u t r e ,**
Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Ressources A u t r e , Humaines

Pays Moyen Orient, Turquie

Contrat C D D

Durée du contrat

• **Date de début: 20/06/2017**

• **Durée du contrat: 12 mois**

Salaire / Indemnité

• **Salaire de 3060 € (brut)**

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

/ mois en ce qui concerne l'expérience du candidat

• **Perdiem: 487 € (net)**

• **allocation Harship: 250€ (net)**

• **Assurances: couverture**

foyer médical, la planification de la retraite, le rapatriement

• **congés payés: 25 jours par an**

R & R: 5 jours tous les 3 mois

Postuler en ligne [h t t p s : / /](https://)

hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=2037&idpartenaire=130

Date de validité de fin de 12/05/2017



Avis de recrutement

Poste: Chargé de programme - recherche pour la santé en cas de crise humanitaire

Description

Nous recherchons une personne expérimentée et organisée pour nous rejoindre en tant que Chargé de programme, contribuant à la mise en œuvre réussie et la gestion de la recherche pour la santé en cas de crise humanitaire (R2HC) du programme.

ELRHA, un réseau de collaboration actuellement hébergé par Save the Children UK, est une initiative qui vise à améliorer les résultats humanitaires grâce à des partenariats, la recherche et l'innovation. Nous travaillons pour réaliser notre mission à travers trois axes de travail:

Activation partenariat : **Nous permettons aux gens** de travailler efficacement ensemble sur les programmes de recherche et d'innovation.

La recherche et l'innovation

conduite : Nous investissons dans la recherche et l'innovation la plus haute qualité pour relever les défis urgents humanitaires.

Transformer la pratique : Nous nous engageons à la recherche de la qualité de partage

Le programme R2HC soutient la recherche qui vise à améliorer les résultats de santé en renforçant la base de données sur les interventions de santé publique dans les crises humanitaires.

Comme agent de programme vous travaillerez en étroite collaboration avec le gestionnaire de portefeuille R2HC pour appuyer la coordination et l'exécution du programme de subventions. Soutenir notre comité de financement des experts mondiaux de la santé humanitaire afin d'identifier et de financer les projets de pointe la recherche en santé publique, vous:

Soutenir l'examen et l'analyse des rapports de subventions et les demandes de fonds de semences

Gérer le système de demande de subvention en ligne R2HC, assurant que le processus se déroule bien pour les candidats de recherche et des examinateurs techniques

Encourager les bénéficiaires de subventions à communiquer leur travail et les résultats avec le public et les communautés des parties prenantes concernées

Contribuer aux lettres d'information ELRHA et R2HC, matériel publicitaire, et le développement des produits de communication

Collaborer avec l'équipe des finances et des subventions pour la préparation des contrats et des paiements pour des projets de recherche, des propositions de financement des semences, des modifications des contrats et des affectations sous-officiers R2HC

Soutien des relations R2HC avec les partenaires financiers, le DFID et Wellcome Trust, et avec la communauté de la recherche en santé humanitaire, grâce à une communication efficace

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

Pour réussir, vous avez une expérience de soutien aux bénéficiaires de fournir leurs résultats par la surveillance étroite de la mise en œuvre des subventions. Avec des compétences en communication, vous aurez la possibilité de synthétiser et présenter les informations clairement pour différents publics. Vous aurez une vive attention aux détails et la capacité de travailler de manière organisée pour respecter les délais serrés. Vous aurez un intérêt dans le secteur humanitaire et le rôle de la recherche pour améliorer la qualité des interventions de santé publique. Tu vas avoir:

Un diplôme de premier cycle au niveau 2.1 ou au-dessus dans un domaine pertinent

L'expérience de la gestion des subventions, y compris le suivi et l'analyse des rapports narratifs et les dépenses financières et la fourniture de commentaires à accorder des partenaires

Excellentes compétences en rédaction avec expérience de la préparation diverses communications écrites

Un degré élevé de connaissances en informatique,

y compris les connaissances et l'expérience dans l'utilisation du traitement de texte, feuilles de calcul et la présentation graphique des données

Fortes compétences interpersonnelles et en communication.

Ce poste est soumis à une série de contrôles vetting, y compris la divulgation des casiers judiciaires conformément à Save the Children politiques.

Notre mission est d'améliorer la vie des personnes les plus vulnérables du monde dans les crises humanitaires à travers le partenariat, la recherche et l'innovation. Si vous partagez notre mission, sont passionnés par la faire advenir et nous croyons fermement que vous pouvez contribuer alors rejoignez-nous et nous allons vous donner toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de tes nouvelles.

Pour appliquer s'il vous plaît cliquer sur le lien ci-dessous, pour plus d'informations sur ELRHA ou R2HC s'il vous plaît visitez notre site **Web www.elrha.org**

Date de clôture: 21 er mai 2017

Ville **C a r d i f f**

Langues parlées

anglais et français

Fonctions

Etudes, Recherche

Activités

Autre, Santé

Pays

Europe, Royaume-Uni

Contrat

C D D

Durée du contrat

2 ans

Salaire / Indemnité

£ 25,000 - £ 28,000 par an

Postuler en ligne <https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/programme-officer--research-for-health-in-humanitarian-crises-r2hc-3107/3133/description/>

Date de validité de fin de 21/05/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: **Coordinateur**
de **consortium**

Description

PRESENTATION DE L'ORGANISATION

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

- La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)
- La Direction d'Action du Développement (DAD)

Handicap International (HI) est présent au Tchad de façon

discontinue depuis les années 1990. HI intervient à N'Djamena et dans le Borkou (Nord), l'Ennedi (Nord Est), le Ouaddaï (Est), et le Lac Tchad (Ouest). De nouveaux projets pourraient étendre les zones d'intervention au Logone Occidental (Sud).

Les principaux secteurs d'intervention actuels et en lancement sont les suivants :

- L'action contre les mines incluant les enquêtes non techniques et techniques, l'éducation aux risques, le déminage, et la dépollution
- L'assistance aux victimes des mines, restes explosifs de guerre (REG) et engins explosifs improvisés (EEI), personnes handicapées et autres personnes vulnérables
- **La réadaptation physique**
- **L'éducation inclusive en partenariat avec l'ONG COOPI**
- **L'insertion économique des ménages les plus vulnérables à travers le développement d'AGR**
- **Le développement local inclusif et l'appui à la solidarité communautaire**

Les projets HI mis en œuvre au Tchad sont actuellement financés par l'Union Européenne, ECHO, UNICEF, et la DDC (Coopération Suisse).

La stratégie de HI dans le pays pour 2017-2018 est de poursuivre le développement du Programme à la fois en

termes de réponses d'urgence et de projets de développement, ceci en s'appuyant sur ses « cœurs de métier » (l'assistance aux personnes vulnérables dont les personnes handicapées, l'inclusion, l'action contre les mines, la réadaptation physique...) tout en étendant son panel de secteurs pour répondre aux besoins réels et en cherchant des solutions innovantes et pérennes pour le développement socio-économique des plus vulnérables au Tchad.

D E S C R I P T I O N

En 2017, HI forme un consortium avec MAG, FSD (Fondation Suisse de Déminage) et SECADEV (Secours Catholique) afin de développer un projet d'appui au déminage, au développement et à la protection sociale des personnes vulnérables dans le Nord du pays (BET ; Borkou, Ennedi, Tibesti) et la région du Lac Tchad (PRODECO). Ce projet financé par l'Union Européenne à hauteur de 23 millions d'euros vise à contribuer à la stabilité régionale et à une meilleure gestion des migrations, en s'attaquant aux causes profondes d'instabilité, de déplacements forcés de populations et de migration irrégulière, en accroissant les opportunités économiques, l'égalité des chances, la sécurité et le développement.

La responsabilité de coordination administrative

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

et financière du consortium est confiée à HI.

Le/La Coordinateur (-trice) du Consortium Fonds Fiduciaire Urgence (Trust Fund) travaillera sous la responsabilité du Chef de Mission et en lien direct avec le/la Coordinateur (-trice) des Opérations d'HI. L'équipe de coordination du consortium est composée d'un/une coordinateur (-trice) expatrié, d'un/une chargé (e) de coordination national, d'un/une chargé(e) administratif et d'un chauffeur dédié. Cette équipe autonome s'inscrit dans un schéma de gouvernance du projet précis et construit avec les différents partenaires, la Délégation de l'Union Européenne et les autorités en charge. Le mandat de cette équipe de coordination est défini ci-dessous. Cette équipe sera en lien direct avec de nombreux acteurs externes : les différentes organisations partenaires du consortium (MAG, FSD, SECADEV), les partenaires d'implémentation du projet, la Délégation de l'Union Européenne (DUE), le Centre National de Déminage (CND), les Ministères impliqués dans la gouvernance du projet (Ministère du Plan, Ministère de l'Action Sociale, Ministère de la Santé, Ministère de la Jeunesse...), la Banque Mondiale, certaines agences des Nations Unies (PAM, UNOPS, OCHA, UNICEF, UNDP...), les clusters sectoriels... Un haut niveau de diplomatie, de coordination et

de communication sera exigée pour cette équipe amenée à intervenir à un niveau politique.

En lien avec le Desk HMA, et sous la responsabilité du Chef de Mission, le/la Coordinateur (-trice) FFU aura pour mandat d'assurer un rôle de coordination administrative du consortium défini comme suit :

Responsabilité 1: Coordination administrative du consortium

Responsabilité 2 :
Représentation auprès de la DUE et reporting

Responsabilité 3: Supervision des aspects financiers et logistiques du programme

Le descriptif de poste complet sera partagé avec les candidats short-listés

SPECIFICITES :

Le poste est basé en capitale, à N'Djamena. N'Djamena est une ville sécurisée (peu d'incidents, forte présence des forces de sécurité) où il fait bon vivre (restaurants, bars, supermarchés, boulangeries, complexes hôteliers, beaucoup d'expatriés, etc.). Le risque majeur est celui d'attaque terroriste par le Groupe Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO, ex-Boko Haram), comme celles survenues le 15 juin 2015. Des règles de sécurité sont donc en place pour minimiser l'exposition aux risques mais ces mesures restent limitées afin de permettre une vie normale.

Actuellement, un climat de calme et de tranquillité règne dans la ville. L'équipe basée à N'Djamena est dynamique, travaillant dans une bonne ambiance et la guesthouse, toute équipée, est très conviviale. Les expatriés en famille disposent de maisons individuelles.

Des déplacements sont à prévoir dans les zones d'intervention du projet : régions du Lac Tchad, du Tibesti, du Borkou et de l'Ennedi.

Ville N'Djamena

Expériences / Formation du candidat

- Diplôme professionnel/Master dans le domaine de la gestion de projets, ou autre domaine lié aux secteurs d'intervention ;
- Expérience d'au moins 5 ans dans le secteur du développement et plus particulièrement dans la coordination et la gestion de projets.
- Expérience dans le secteur de l'Action contre les Mines ;
- Expérience avérée dans la gestion de consortium, planification stratégique, management, supervision et gestion budgétaire.
- Expérience solide dans la gestion des relations bailleurs.
- Expérience avérée dans la gestion d'équipes multidisciplinaires et bonne capacités de création de réseaux parmi les bailleurs, acteurs étatiques et non-étatiques

La suite à la page 28

JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

– Expérience dans le domaine de la résilience, l'insertion socio-économique ou le développement rural appréciée

– Connaissances en ingénierie /gestion de projet

– Capacité en management

– Intérêt et aptitude à l'écriture de rapports (reporting et document de projet)

– Capacité de gestion de partenariat et de mobilisation, animation (création d'un réseau, mobilisation de personnes ressources externes et internes)

– Organisation et réactivité (prioriser les actions)

– Connaissance du contexte sahélien appréciée

– Capacités d'adaptation

– Excellentes capacités

réductionnelles et orales en français et anglais

– Maitrise de l'outil informatique

Fonctions **A u t r e ,**
Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction

Activités **A u t r e**

Pays
Afrique, Tchad

Contrat **C D D**

Durée du contrat

• **Date de prise de poste** : **15/06/2017**

• **Durée du contrat** : **12 mois renouvelables**

Salaire / Indemnité

• **Salaire à partir de 2800 € (brut)/ mois selon expérience transposable**

• **Perdiem** : **641€ (net)**

• **Indemnité « hardship »** : **250€ (net)**

• **Assurances: maladie, prévoyance, retraite, rapatriement**

• **Congés payés** : **25 jours par an**

• **R&R** : **5 jours tous les 3 mois**

• **Statut** : **poste ouvert en couple et/ou en famille**

• **Logement**: **individuel possible**

Postuler en ligne **h t t p s : / /**
h i . p r o f i l s e a r c h . c o m /
recrute/fr/fo_annonce_voir.
id=2058&idpartenaire=130

Date de fin de validité **21/05/2017**



Avis de recrutement

Poste: **RESPONSABLE PARTENARIATS ENTREPRISES/MECENAT (H/F)**

Description

L'ONG Plan International intervient dans 52 pays en développement pour un monde plus juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles.

Pour leur donner les

moyens de construire leur avenir, 2 606 projets de développement, qui bénéficient à 100,5 millions d'enfants, sont actuellement conduits grâce aux dons de particuliers, parrainages d'enfants, mécénats d'entreprises et subventions publiques.

Fondée en 1993, Plan International France est une fondation reconnue d'utilité publique, membre

du réseau Plan International, et forte de 31 salariés et d'une centaine de bénévoles.

Grâce à ses 40 000 donateurs, Plan International France finance de nombreux programmes destinés à donner aux enfants un avenir meilleur.

DESCRIPTIF DU POSTE

Vous serez rattaché(e) à la

La suite à la page 29

JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

Directrice Partenariats Privés, au sein du département du même nom. La/le responsable partenariats entreprises/mécénat aura pour mission de développer les ressources privées en élaborant et mettant en œuvre des partenariats stratégiques avec des entreprises et fondations.

Vos principales activités seront les suivantes :

Développer la prospection de nouvelles entreprises et fondations

Cibler, analyser, qualifier les types d'entreprises/fondations pertinentes

Savoir déclencher l'intérêt du prospect et concrétiser un rendez-vous

Développer l'offre à destination des entreprises/fondations

S'impliquer dans le montage de programmes avec l'équipe programmes

Maitriser les enjeux de nos programmes afin d'en optimiser l'attractivité auprès des entreprises/fondations

Savoir élargir et adapter l'offre partenariale à d'autres propositions de collecte (événements, outils...)

Fidéliser et développer les recettes avec les partenaires existants

Assurer un suivi du respect des engagements réciproques (reporting, visite

de programme, traitement du don, communication, contacts réguliers)

Analyser et mettre en œuvre des opportunités de collectes pérennes supplémentaires (programmes, événements, outils)

D i v e r s

Collaborer avec l'équipe programmes afin de co-construire le montage de projets pour les partenariats stratégiques

Collaborer avec les autres entités de Plan International au sein de notre fédération afin de partager des opportunités de programmes et partenariats.

Intégrer de nouveaux réseaux pour développer des contacts et cibles (conférences, presse spécialisée, associations professionnelles ...)

Contribuer au reporting et l'évolution des outils du département Partenariats Privés (ciblage, suivi, contrôle, KPIs)

Optimiser avec l'aide de l'équipe communication/RP la visibilité de nos partenariats

P R O F I L

Vous disposez d'une formation BAC+5 Ecole de commerce, IEP. Vous justifiez d'une expérience de 5 ans en mécénat entreprise, idéalement dans le domaine de la solidarité internationale

Egalement :

Vous êtes reconnu(e) par votre capacité à convaincre et à développer des opportunités de partenariats stratégiques

Vous possédez une bonne connaissance du montage de projets et du mode opératoire des fondations

Tenace et persévérant(e), vous maîtrisez les techniques de négociation et de technique de conduite d'entretien

Orienté(e) résultats, vous êtes reconnu(e) par votre qualité d'écoute, réactivité et créativité

Doté(e) d'excellentes capacités relationnelles, vous êtes force de persuasion

Vous êtes capable de travailler en anglais

Vous avez un intérêt particulier pour la mission de Plan International France qui œuvre pour faire progresser les droits des enfants et l'égalité des filles

POUR POSTULER

Poste en CDI, statut cadre, basé à Paris 17ème.

Poste à pourvoir ASAP

Rémunération selon profil.

Envoyez CV et lettre de motivation avec la référence RPEM à : recrutement@plan-international.fr

La politique de recrutement de Plan International

La suite à la page 30

JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

France s'inscrit à faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap	Pays	Europe, France
Fonctions	A u t r e	Contrat C D I
Activités	A u t r e	Date de fin de validité 15/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Spécialiste de la conformité - Le gouvernement des États-Unis donateurs

Description

C O N T E X T E

Au cours des 80 dernières années, le Comité international de secours (IRC) a développé une expertise inégalée pour répondre aux situations d'urgence et d'aider les communautés déracinées à reconstruire. Fondée en 1933 à la demande d'Albert Einstein, la mission de l'IRC est d'aider les gens dont la vie et les moyens d'existence sont brisées par les conflits et les catastrophes pour survivre, de récupérer et de prendre le contrôle de leur avenir. Le Comité international de secours au Royaume-Uni fait partie du réseau mondial IRC, qui a son siège à New York et à Londres. Le CEI est sur le terrain dans plus de 40 pays, fournissant des secours d'urgence et la reconstruction de la vie à la

suite d'une catastrophe. A travers 28 bureaux régionaux dans les villes à travers les États-Unis, l'IRC aide également les réfugiés à se réinstaller aux États-Unis et à devenir autonomes. Le CEI est déterminé à une culture de leadership audacieux, l'innovation dans tous les aspects de notre travail, des partenariats créatifs et, plus crucialement, la responsabilité à ceux que nous servons. Le CEI est un défenseur infatigable pour les plus vulnérables.

I R C - U K

Notre siège social européen, IRC Royaume-Uni, ont été mis en place à Londres en 1997 pour soutenir les activités mondiales et notamment de diversifier sa base de donateurs de l'organisation et être en mesure de mieux défendre avec les décideurs politiques européens au nom des personnes que nous servons. Depuis sa création IRC Royaume-Uni a connu une croissance rapide et

est maintenant reconnu pour sa gestion de projets de haute qualité, l'expertise technique en matière de gouvernance et les droits et la reprise économique, et une réflexion novatrice sur le relèvement précoce et à la violence fondée sur le sexe. Le CEI a également des bureaux à Bruxelles, Berlin et Genève, et travaille en partenariat avec Stichting Vluchteling à Den Haag, Pays-Bas. IRC-UK comprend environ 90 employés répartis sur cinq départements.

Les relations de travail clés

D'autres piliers AMU, Unité d'éthique et de conformité (ECU), Finance, Bureau du Conseiller général (OGC), IRC Royaume-Uni et d'autres bureaux européens, la chaîne d'approvisionnement, les programmes des États-Unis, et Service des programmes internationaux

P R I N C I P A L E S R E S P O N S A B I L I T É S

La suite à la page 31

JOBS CAMPUS

La suite de la page 30

* Agir en tant que point focal pour toutes les questions de conformité importantes liées aux bailleurs de fonds du gouvernement des États - Unis (Département d'Etat, l' USAID, l' USDA, DOL, etc.);

* Bonne connaissance de 2 CFR 200 et les règlements FAR;

* Travailler en étroite collaboration avec le directeur Sr et l'équipe de conformité à élaborer des politiques et des lignes directrices de l' IRC au besoin pour assurer la mise en œuvre optimale des exigences de conformité du gouvernement américain;

* Travailler avec le vice - VP AMU et subventions régionales directeurs au besoin pour qu'il y ait une bonne compréhension de ce que les questions doivent être escaladé et assurer qu'il ya un flux de communication forte;

* Fournir un appui technique pour les contrôleurs régionaux et financiers concernant le respect USG sur les questions budgétaires;

* Servir IRC en interne d' experts sur les règles d' organisation de subventions et de contrats du gouvernement américain et des règlements, se tenir au courant de toutes les financières, administratives et contractuelles liées à l' évolution des pratiques commerciales;

* La politique contractuelle de changements Disséminer

de manière conviviale en temps opportun et de l' utilisateur tout au long de l'agence selon les besoins;

* Aider les programmes de pays dans la résolution de tous les problèmes de gestion des prix USG, tels que les retards dans la signature de l' accord, les retards dans les paiements, les résultats de la vérification, l' interprétation irrégulière des termes d'attribution, etc.

* Assurer l' assurance qualité est fourni pour sélectionner les processus de conformité interne. Par exemple, gérer et effectuer des vérifications de conformité afin d' assurer que les processus d'examen et d' approbation internes pour les prix sont respectées;

* Participer à l'élaboration / révision / examen des futures subventions manuels;

* Travailler en étroite collaboration avec le directeur Sr de conformité et le directeur de la formation à dispenser une formation sur les questions de conformité du gouvernement américain;

* Représenter l' IRC dans les forums externes et assurer la liaison avec les donateurs et les partenaires au besoin;

* Participer à des projets spéciaux, au besoin;

* D' autres responsabilités qui lui sont assignées par le directeur principal.

E X I G E N C E S

E s s e n t i e l

* 5-7 ans d'expérience professionnelle pertinente;

* Expérience démontrée et son expertise dans l' interprétation et l' application de la langue législatif et réglementaire dans l' exécution des prix et des contrats des entités du gouvernement américain et à maintenir une connaissance actuelle des changements dans la langue, l' application et l' exécution de cette langue;

* Compréhension Développé des normes commerciales professionnelles requises pour créer un environnement performant et responsable;

* Expérience avec des contrats du gouvernement américain et la conformité CAS un atout;

* Expérience dans la résolution des problèmes d' organisation, les opérations, la gestion haute performance dans les organisations complexes , mais faibles ressources;

* A démontré une connaissance et une expérience préalable de travail avec divers organismes du gouvernement américain tels que **DOS, l' USAID, DOL, USDA, DHS, CDC, etc;**

* Expérience avec les organisations internationales sans but lucratif préféré;

* Les relations interpersonnelles et aptitudes à la communication;

La suite à la page 32

JOBS CAMPUS

La suite de la page 31

* Une expérience antérieure de formation de conformité dans un environnement multiculturel.

Ville New York
Fonctions Autre
Activités Autre
Pays du Nord, Amérique Etats-Unis

Contrat Inconnu **Date de validité** de **fin** de **04/07/2017**

Salaire / Indemnité

N é g o c i a b l e

Postuler en ligne h t t p : / /
www.aplitrak.com/?adid
=YXN0cmIkLm1hdGhld
y41MzQ2MS42MTc3QGI
yYy5hcGxp d H J h a y 5 j b 2 0



Avis de recrutement

- Poste : GESTIONNAIRE DE FIONDS DE COMMERCE(GFC)
- Type d'offre : Emploi
- Métier(s): Banque, Commerce et Administration des Entreprises, Economie, Finances/Comptabilité
- Niveau(x): BAC+4, BAC+5
- Expérience: 2 ans
- Lieu: Côte d'Ivoire
- Date de publication: 09/05/2017
- Date limite: 10/06/2017

AFRILAND FIRST BANK CI
 r e c r u t e

GESTIONNAIRE DE FIONDS DE COMMERCE(GFC)

Description du poste

Sous la responsabilité du Directeur du Crédit et Marketing, vous aurez à gérer les activités suivantes:

- Appliquer la stratégie commerciale et de gestion du risque retenue par le groupe;
- Veiller à la qualité et au développement du portefeuille client en termes de collecte de ressources et de réemplois en fonction des objectifs fixés;
- Vendre les produits et services de l'Entreprise;
- Démarcher des entreprises

à la recherche de clients ;

- Contribuer à la conception et/ou à l'amélioration des produits et services de la Banque;

- Analyser les demandes de financements, étudier et monter les dossiers de crédit des clients pour proposition de financement au comité;

- Participer aux comités de crédit et tout autre comité ad hoc (comité de recouvrement et des impayés);

- Exécuter toute autre tâche qui lui serait confiée,

Profil du poste

Aptitudes et Compétences

- Minimum BAC + 4, Formation bancaire, finance/comptabilité, école de commerce, ingénierie financière, gestion et administration des entreprises, management, économie, marketing, communication, commerciale...

- Expérience Professionnelle d'au moins deux ans dans le domaine de la banque et particulièrement dans la Gestion du fonds de Commerce(Gestionnaire de comptes)

- Bonne connaissance en Banque, particulièrement en matière d'analyse financière, comptabilité et de la gestion des risques;

- Maîtrise de l'activité bancaire et de la réglementation du secteur;

- Maîtrise de l'outil Informatique (Excel).

Profil Personnel

- Sens de l'organisation, de l'écoute et de la communication;

- Forte aptitude commerciale et bonne capacité d'innovation;

- Grande disponibilité à travailler sous pression;

- C a p a c i t é d'analyse et de synthèse;

- Discrétion, rigueur et intégrité;

- Esprit d'équipe.

- C o n d i t i o n s spécifiques de Travail

- Capacité à travailler dans un horaire élastique pour préparation des dossiers ;

- Entière disponibilité aux différentes sollicitations d'information des unités et collègues.

Dossiers de candidature

Adressez un curriculum vitae + une lettre de motivation en précisant le poste (GFC) à l'adresse: recrutement@afriandfirstbankci.com ou déposer le dossier physique à notre siège sise au plateau; avenue Nogues, immeuble woodin center,

Date limite de dépôts de candidatures: 10 Juin 2017



Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjuman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

06/05/2017 AU 13/05/2017 Groupe I

Avenir 25 36 13 38	Katra 25 37 20 13	Rivage 25 34 19 39
Baowendsom 25 41 44 99	Kabore Dominique 25 38 48 84	Saint Bernard 25 45 14 82
Beatitudes 25 37 47 11	Keneya 25 30 71 38	Saint Jean 25 37 00 33
Benaia 25 37 28 30	Kossodo 25 35 63 04	Siloé 25 40 27 46
Camille 25 36 61 27	Lanibougna 70 98 14 80	Song Taaba 25 36 64 62
Carrefour 25 33 23 10	Liberté 25 41 01 31	St François d'Assise 25 36 85 85
Centre 25 31 16 60	Magnificat 25 41 29 90	Tale 71 62 08 08
Desa 25 47 50 50	Maré 25 34 11 28	Trypano 25 33 29 41
Des Apôtres 51 44 58 58	Miniché 72 25 76 76	37 Wend La Laafi 25 43 12 13
Elite 25 41 91 77	Monderou 25 34 05 28	38 Wend lamita 25 34 15 87
Goulmou 25 43 63 05	Nouvelle 25 30 61 33	39 Yathrib 25 40 23 88
Hope 71 14 22 22	Panacea 25 36 66 88	
Indépendance 25 31 27 17	Pelega 25 35 05 01	
Jober 25 45 51 75	Rayib-Tiga 25 40 75 88	

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO